

La CGT dit non au démantèlement

« NOUS SOMMES dans une phase où le gouvernement veut détendre le calendrier », commente Sébastien Menesplier, le secrétaire général de la fédération CGT Mines Énergie. Il était présent hier à l'ancienne cantine de la mine, à Diélette, où le syndicat organisait un nouveau rassemblement régional contre le projet de démantèlement d'EDF.

Environ 350 militants, venus de la centrale de Flamanville, mais aussi de celles de Paluel et Penly, d'autres entités du groupe aussi, ainsi que des élus y ont participé.

« Des solutions oui, mais pas celle-ci »

Le projet, d'abord dénommé Hercule, vise à scinder EDF en trois entités, Azur pour l'hydraulique, Bleu pour le parc nucléaire et Vert pour les énergies renouvelables et le réseau Enedis. Avec de nouvelles ouvertures aux capitaux privés pour les secteurs les plus rentables, Azur et Vert. Présenté en juin 2019 par le P.-D.G. Jean-Bernard Lévy, ce projet devait redonner à EDF des marges financières. La même démarche est aussi engagée pour le gaz avec Engie.

C'était une marche de plus aussi dans la libéralisation du marché de l'énergie, une politique voulue par la Commission européenne, très attentive encore aux évolutions envisagées pour EDF.

Mais depuis, c'est un front syndical uni qui réclame le retrait de ce texte. « Nous ne sommes évidemment pas opposés à trouver des solutions pour assurer l'avenir d'EDF. Mais pas celle-ci », prévient Sébastien Menesplier.

Le marché de l'électricité et



→ Environ 350 agents d'EDF venus de toute la Normandie ont participé au rassemblement régional. En attendant la manifestation du 22 juin.

du gaz a été ouvert à la concurrence le 1^{er} juillet 2007. « Le résultat, c'est une augmentation des tarifs et moins de proximité avec les usagers, ou plutôt les clients », estime Sébastien Menesplier.

Quelles garanties sociales ?

Il prend aussi l'exemple de RTE, le réseau de transport d'électricité, séparé en 2000 d'EDF. « Aujourd'hui, RTE gère ses propres intérêts. Selon la loi sur la transition énergétique, quatorze centrales EDF vont fermer. Deux réacteurs le sont déjà. Mais c'est en Allemagne, avec des centrales à charbon, que RTE va aller chercher une partie de son électricité... Et soyons clairs, le vent et le soleil devront continuer de s'appuyer sur la régularité d'approvisionnement qu'offre le nucléaire. »

Pour la CGT, un démantèlement d'EDF aboutirait surtout à une mise en concurrence supplémentaire des différents producteurs, et à une nouvelle augmentation des tarifs de l'électricité. Sans parler des garanties sociales liées au statut des agents d'EDF.

« Ce que nous voulons, c'est un service public de l'énergie. Et c'est maintenant qu'il faut se mobiliser », insiste Sébastien Menesplier. « On a vu ce que cela donnait avec la SNCF : c'est avant que le projet de loi arrive au Parlement qu'il faut agir. »

Manifestation le 22 juin à Paris

Déjà, des collectivités territoriales, à l'instar de la commune nouvelle de Cherbourg-en-Cotentin, ont voté des motions contre le projet Hercule. Le maire socialiste Benoît Arrivé l'a rappelé hier lors du rassemblement. Mobilisés également,

le député de La France insoumise Adrien Quatennens (lire ci-dessous), et les parlementaires communistes, la sénatrice Céline Brulin et le député Sébastien Jumel.

« Nous avons déjà eu deux rounds de négociations avec le gouvernement et celui-ci se rend bien compte que les corps sociaux ne sont pas avec lui. Le ministre Bruno Le Maire, qui a rebaptisé le projet « Grand EDF », espère encore faire évoluer la posture des fédérations syndicales », explique Sébastien Menesplier, placé au cœur des discussions.

Le projet de loi, qui devait être présenté en conseil des ministres le 19 mai, puis discuté au Parlement, attend toujours son passage obligé devant le Conseil d'État.

La CGT, elle, prévoit une grande manifestation nationale le 22 juin prochain.

Jean LAVALLEY

« Un pôle public, quitte à désobéir à Bruxelles... »

INTERVIEW

Adrien Quatennens

Député

Pourquoi êtes-vous présent aujourd'hui à Flamanville ?

J'ai suivi à l'invitation de la CGT les différents rassemblements régionaux. Ce projet Hercule, c'est la continuité d'une doctrine libérale d'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie. Et les difficultés financières d'EDF en sont la conséquence. EDF était une entreprise intégrée qui maîtrisait toute la chaîne de la production à la distribution d'électricité. Aujourd'hui, les usagers sont devenus des clients et les tarifs de l'électricité ont augmenté de l'ordre de 60 %. Avec Hercule, ce sera encore plus cher, plus compliqué... C'est sans doute pourquoi, face à la contestation, le gouvernement est de moins en



→ Adrien Quatennens : « Avec le projet Hercule, ce sera encore plus cher, plus compliqué... »

moins pressé.

Quel est le rôle de l'Europe dans ce projet ?

L'ouverture à la concurrence, c'est idéologique pour la Commission européenne. Mais elle est complètement artificielle quand on parle d'électricité : EDF est obligé de revendre à

prix coûtant à ses concurrents. Sur le projet Hercule, j'observe aussi la plus grande opacité quant aux discussions entre la Commission et le gouvernement. L'énergie, c'est un bien commun, qui doit avoir un prix maîtrisé, accessible à tous. Nous militons donc pour un pôle public de l'énergie. Quitte

à désobéir à Bruxelles...

Quelle place aurait ce pôle dans la transition énergétique ?

Face aux changements climatiques, nous devons aller vers cette transition. Mais elle a besoin d'un opérateur fort, EDF, qui garantisse l'égalité de tous. Dans ce mix, il y a la place centrale du nucléaire. Même si l'on assume l'idée d'en sortir, cela ne se fera pas d'un claquement de doigts. Et le démantèlement des centrales, ce sera aussi du travail pour des dizaines d'années pour les salariés du secteur. Il y a le chantier de l'EPR qui, il faut le reconnaître, présente des surcoûts monumentaux. Je ne vais pas refaire le procès ni jeter la pierre... Le problème, c'est surtout que l'on a sous-investi dans les autres technologies.

Propos recueillis par Jean LAVALLEY